

RAPPORT N° 124 22 mars 2004
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
sur le postulat N° 212.02 Dominique Virdis Yerly
concernant la délinquance juvénile

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport faisant suite au postulat de la députée Dominique Virdis Yerly concernant la délinquance juvénile.

Ce rapport comprend les chapitres suivants:

1. Introduction
2. La délinquance des jeunes dans le canton: des données chiffrées
3. Agir contre la délinquance juvénile
4. L'action de la police et de la justice pénale: constats et mesures
5. Conséquences financières
6. Conclusion

1. INTRODUCTION

Par un postulat déposé et développé le 12 juin 2002, la députée Dominique Virdis Yerly et 32 cosignataires ont demandé au Conseil d'Etat d'étudier le problème de l'augmentation de la délinquance juvénile et de proposer des mesures pour y remédier.

Dans sa réponse du 5 novembre 2002, le Conseil d'Etat a rappelé les mesures qui avaient déjà été prises et les études qui étaient en cours pour améliorer l'accompagnement des jeunes en difficulté, notamment dans le domaine scolaire et sur le plan social. Il a considéré qu'il se justifiait de compléter ces démarches par une étude des questions qui se posent plus spécifiquement dans le domaine de la lutte contre la délinquance juvénile, en particulier dans le champ d'action de la justice et de la police. Il a dès lors proposé l'acceptation de ce postulat.

Le 12 décembre 2002, le Grand Conseil a voté la prise en considération du postulat.

Le Conseil d'Etat s'est fondé, pour établir le présent rapport, sur les travaux d'un groupe d'étude qui réunissait des représentants de la Chambre pénale des mineurs, de la Police cantonale, du Service de l'enfance et de la jeunesse ainsi que de la Conférence des préfets. Ce groupe d'étude a complété son information par des entretiens avec des représentants des écoles, des institutions d'éducation et de la pédopsychiatrie.

2. LA DÉLINQUANCE DES JEUNES DANS LE CANTON: DES DONNÉES CHIFFRÉES

Comme dans toute la Suisse et dans la plupart des pays européens, la délinquance juvénile a augmenté et s'est aggravée, au cours des dernières années, dans notre canton. Les chiffres indiqués ci-après, dont la plupart sont tirés de la statistique de la Chambre pénale des mineurs, confirment cette évolution. Ils donnent en outre un certain nombre d'informations sur les mineurs auteurs de délits.

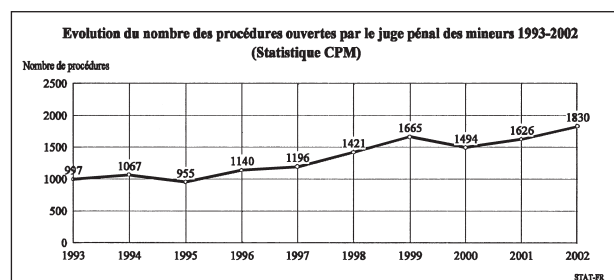
Il convient de relever préliminairement quelques caractéristiques de la statistique tenue par la Chambre pénale des mineurs (ci-après: statistique CPM).

- Cette statistique comprend toutes les infractions qui ont été commises par des mineurs et dénoncées au juge pénal. Elle recouvre ainsi un champ plus large que la statistique policière de la criminalité, qui ne porte que sur les principaux délits définis par le code pénal suisse, à l'exclusion notamment de toutes les infractions à la loi sur les stupéfiants et à la loi sur la circulation routière.
- Elle recense toutes les procédures judiciaires, y compris celles, relativement nombreuses dans notre canton, qui se sont terminées par une conciliation suivie d'un retrait de plainte. Elle est à cet égard plus complète que la statistique fédérale des jugements pénaux des mineurs, qui ne recense – comme son nom l'indique – que les procédures qui ont débouché sur un jugement.
- Elle est tenue sur des bases quasi identiques depuis plus de dix ans, ce qui n'est le cas ni de la statistique policière de la criminalité, dont les bases ont été modifiées en 1995, ni de la statistique des jugements pénaux des mineurs, dont les bases ont été modifiées en 1999.

Par ailleurs, il faut être conscient que les statistiques en la matière et les chiffres qui en sont tirés ne donnent pas une image directe de la délinquance réelle, en ce sens qu'ils ne se rapportent pas aux infractions commises, mais aux infractions dénoncées. Or, sauf pour certains actes graves, le volume et le type des infractions dénoncées dépendent dans une mesure non négligeable de la réaction des personnes ou des entreprises concernées, ainsi que de l'intensité de l'activité de la police.

2.1 La délinquance juvénile a augmenté

Au cours des dix dernières années, le nombre des procédures ouvertes par le juge pénal des mineurs a passé de 997 en 1993 à 1830 en 2002. Cela représente une augmentation de 82 %.



Cette augmentation est à relativiser en fonction de l'évolution de la population résidente du canton, laquelle a augmenté de 11 % durant cette même période 1993–2002.

2.2 La délinquance juvénile s'est aggravée

Les indicateurs suivants ont été choisis pour mesurer l'évolution de la gravité des délits:

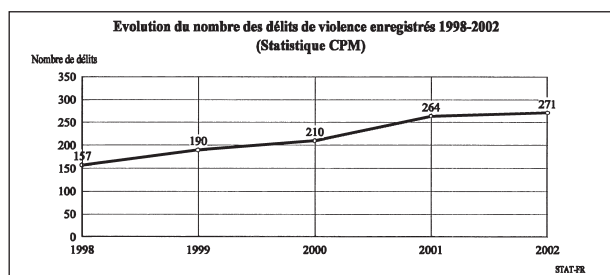
- Le nombre et la proportion des délits de violence. Il s'agit principalement des délits suivants: lésions corporelles, voies de fait, rixe, agression; brigandage, extorsion («racket»); menaces, contrainte; contrainte sexuelle; violence contre les autorités et les fonctionnaires.
- Le nombre et la durée des mesures de contrainte ordonnées par le juge informateur (mise en détention

préventive; placement provisoire). Cet indicateur est complémentaire au précédent, en ce sens que les mesures en question sont révélatrices non seulement de la gravité de l'infraction, mais aussi de la difficulté de la situation dans laquelle se trouve le mineur concerné.

2.2.1 Délits de violence

Sur le plan suisse, le nombre des délits de violence a triplé de 1989 à 1998. Il s'est ensuite stabilisé et représente aujourd'hui le 11 % de l'ensemble des délits recensés.

Dans le canton de Fribourg, le nombre des délits en question, encore minime dans les années 80, a connu de 1989 à 1998 une augmentation du même ordre que celle enregistrée sur le plan suisse. Il a continué à augmenter depuis lors, dans une moindre proportion, passant de 157 en 1998 à 271 en 2002 (+ 73 %). Il représente aujourd'hui, si on le transpose sur les bases utilisées pour la statistique fédérale des jugements, le 13 % de l'ensemble des délits recensés.



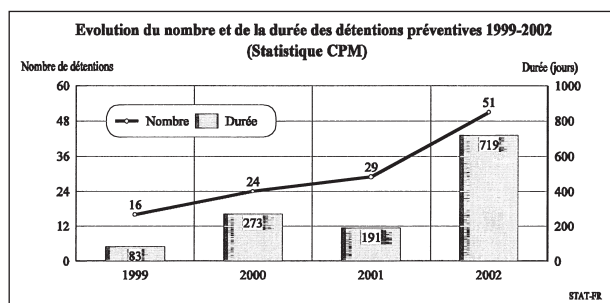
1

Il convient de relever que si les délits de violence ont donc beaucoup augmenté au cours des quinze dernières années, la plupart de ces délits ne sont pas des actes considérés comme graves sur le plan pénal. Il s'agit en effet dans la majorité des cas de délits tels que des lésions corporelles simples (21 % de l'ensemble des délits de violence, en 2002), des voies de fait (23 %) ou des menaces (26 %).

2.2.2 Mesures de contrainte

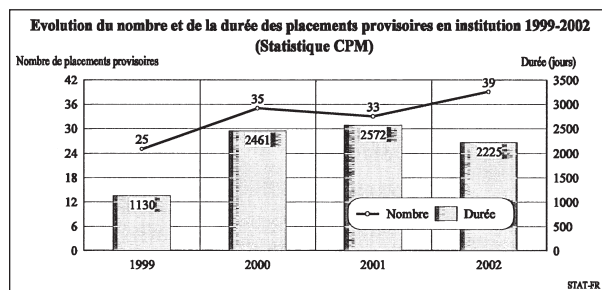
Recensés depuis 1999, le nombre et la durée des mises en détention préventive et des placements provisoires en institution ont évolué comme suit dans notre canton.

- **Détention provisoire:** le nombre des mises en détention préventive a passé de 16 en 1999 à 51 en 2002, et la durée moyenne de la détention de 5 jours en 1999 à 14 jours en 2002.



¹ Cette statistique a été établie par la Chambre pénale des mineurs pour les besoins de la présente étude. Les chiffres qu'elle indique sont plus complets que ceux qui figurent dans le rapport annuel de cette autorité.

- **Placement provisoire dans une institution:** le nombre de ces placements a passé de 25 en 1999 à 39 en 2002, et la durée moyenne du placement de 45 jours à 57 jours; à cela s'ajoute que dans un certain nombre de cas, un placement provisoire n'a pas pu être ordonné par manque de place dans une institution appropriée.



Cette forte augmentation des mesures de contrainte reflète non seulement l'aggravation des infractions commises, mais aussi la dureté croissante des situations dans lesquelles se trouvent les adolescents et enfants concernés; ces jeunes sont souvent, comme le signale le Service de l'enfance et de la jeunesse, «en rupture avec leur famille, avec la formation scolaire ou professionnelle, avec les normes sociales et avec eux-mêmes».²

2.3 Données concernant les jeunes délinquants

Au cours des dix dernières années, le nombre des jeunes au sujet desquels une ou plusieurs procédures ont été ouvertes par le juge pénal des mineurs a passé de 863 en 1993 à 1257 en 2002. Cela représente une augmentation de 46 %.

Sur les 1257 jeunes qui ont ainsi fait l'objet d'une procédure en 2002, 946 (75 %) étaient des adolescents, âgés de 15 à 18 ans, et 311 (25 %) des enfants, âgés de 7 à 14 ans.

Les 946 adolescents qui ont fait l'objet d'une procédure en 2002 représentaient le 10.5 % des jeunes de leur âge, dont le nombre s'élevait à 9010³; les 311 enfants, quant à eux, représentaient le 2,0 % des enfants âgés de 10 à 14 ans⁴, dont le nombre s'élevait à 15 570.³

Par ailleurs, les 1257 jeunes délinquants de l'année 2002 présentaient les caractéristiques suivantes:

- **Sexe:**

Garçons	1068	(85 %)
Filles	189	(15 %)
- **Domicile:**

Grand Fribourg ⁵	299	(24 %)
Districts	837	(66 %)
Autres cantons	109	(9 %)
Sans domicile fixe en Suisse	12	(1 %)
- **Nationalité:**

Suisses	812	(65 %)
Etrangers	445	(35 %)

2.4 Au sujet des multirécidivistes

Il est souvent question, dans le débat public, des multirécidivistes, terme par lequel on entend les jeunes délin-

² In: Compte rendu du Conseil d'Etat pour l'année 2002, Direction de la santé et des affaires sociales, p. 47.

³ Chiffres estimatifs fournis par le Service de la statistique.

⁴ Dans ce calcul, les enfants âgés de 7 à 10 ans, parmi lesquels le nombre d'auteurs de délits est minime, n'ont pas été pris en compte.

⁵ Communes de Fribourg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly et Villars-sur-Glâne.

quants qui occupent «à longueur d'année» la police et la justice et envers lesquels l'adoption de mesures plus dissuasives est demandée.

Une statistique a dès lors été établie au sujet de ces délinquants, prenant en compte tous les mineurs qui ont été dénoncés plus de deux fois au juge pénal, dont au moins une fois au cours des dix-huit derniers mois (novembre 2001 à mai 2003).

Selon cette statistique, 148 jeunes ont ainsi donné lieu plus de deux fois à une poursuite pénale, dont 98 plus de trois fois et 75 plus de quatre fois. Parmi ces derniers, que l'on peut considérer comme occupant régulièrement la police et la justice, l'on trouve aussi bien des jeunes qui ne commettent que des infractions plutôt bénignes (consommateurs de stupéfiants, «tagueurs»), que des auteurs de brigandages et d'autres délits graves. On y trouve également, pour reprendre les termes d'un juge des mineurs, des «caïds», souvent très perturbés, qui n'ont aucun respect de l'autorité et exercent une influence néfaste sur les jeunes qui les entourent.

3. AGIR CONTRE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Agir contre la délinquance juvénile, c'est d'abord et le plus possible agir sur ses causes, mais c'est aussi agir contre ses manifestations.

1. L'on s'accorde généralement à considérer que les causes de la délinquance juvénile sont multiples, et que ce sont le cumul et l'interaction de ces causes qui favorisent l'émergence d'actes délictueux. Parmi ces causes, celles qui relèvent du contexte social de l'enfant et de l'adolescent sont, de l'avis des spécialistes, principalement les suivantes:

- les difficultés d'ordre familial, notamment les carences éducatives et les situations de violence;
- une scolarité mal vécue;
- un chômage précoce, avec le manque de perspectives, le désœuvrement, et la précarité qui en résultent;
- les difficultés d'intégration dues à des différences culturelles;
- l'influence de la société de consommation, qui multiplie les tentations de se procurer par tous les moyens des objets de prestige et des gadgets;
- la banalisation de la violence à la télévision et dans les jeux vidéos;
- sur un plan plus général, l'affaiblissement des normes sociales et de la réaction à leur transgression.¹

Les causes de la délinquance juvénile sont un reflet des problèmes de notre société. Agir sur ces causes relève d'une multiplicité d'acteurs, privés et publics, et concerne de nombreux domaines de la politique. Parmi ces acteurs, l'Etat cantonal est plus particulièrement appelé à assumer des tâches dans les domaines de la politique familiale, de l'instruction et de la formation, de la protection de l'enfance et de la jeunesse, ainsi que de l'intégration des étrangers.

¹ Pour une analyse plus développée: Fortin J., Comment un adolescent devient délinquant. In: Riklin F. (éd.), Délinquance juvénile: Faut-il avoir peur des jeunes? Ed. Caritas, Lucerne 2003, p. 22-31

2. Dans son programme gouvernemental pour les années 2002 à 2006, le Conseil d'Etat a mis en évidence la nécessité de développer l'action de l'Etat dans les domaines que l'on vient de mentionner. C'est ainsi qu'il a retenu, comme objectifs prioritaires de la législation, en particulier les objectifs suivants:

- Favoriser un développement harmonieux de la jeunesse
- Définir et mettre en œuvre une politique familiale globale
- Promouvoir l'intégration des étrangers.

De nombreux travaux ont été entrepris pour concrétiser et réaliser ces objectifs. L'on se limite ici à rappeler, à cet égard, trois chantiers majeurs qui concernent plus spécialement la protection de la jeunesse:

- Le projet d'une loi sur la jeunesse, qui doit définir une politique en la matière et fournir une base et un cadre communs à toutes les activités de promotion et de protection de l'enfance et de la jeunesse dans le canton.
- Le projet de professionnalisation des autorités tutélaires (justices de paix), dont une part croissante de l'activité concerne les mineurs.
- L'étude sur les élèves en difficulté et sur l'aide qui peut leur être apportée, qui rassemble les réflexions et les expériences faites à ce sujet et propose un programme d'action.

3. C'est également dans ce contexte de protection de la jeunesse qu'il convient de placer l'action que l'Etat exerce plus directement contre la délinquance juvénile. Cela vaut non seulement pour la composante préventive de cette action, mais aussi pour sa composante répressive, étant rappelé que le droit pénal des mineurs poursuit prioritairement des objectifs de protection, d'éducation et d'insertion.

Dans cette action contre la délinquance juvénile, un rôle important incombe à la police et à la justice pénale. C'est de ce rôle que traite plus particulièrement le présent rapport, en exposant les difficultés auxquelles se heurte l'action de la police et de la justice pénale dans ce domaine et en proposant des mesures pour y remédier.

4. L'ACTION DE LA POLICE ET DE LA JUSTICE PÉNALE: CONSTATS ET MESURES

La principale difficulté en la matière réside en une insuffisance des moyens. En effet, l'augmentation du nombre et de la gravité des délits, ainsi que de nouvelles exigences procédurales, ont entraîné au cours des dernières années un écart croissant entre la charge de travail et les moyens pour y faire face. Dans le cas de la police de sûreté, les moyens affectés à la poursuite des délits commis par des mineurs ont même diminué, une part de plus en plus grande du travail de la brigade des mineurs ayant dû être consacrée aux mineurs victimes de délits.

Or, s'il est vrai qu'une certaine faiblesse des ressources n'est pas, au sein de l'Etat, le propre des organes chargés de la lutte contre la délinquance juvénile, les lenteurs et les retards qui en résultent dans ce domaine sont cependant particulièrement préoccupants. En effet, ils vont droit à l'encontre de ce qui constitue une exigence de

base dans la prise en charge des jeunes délinquants, à savoir l'immédiateté et la continuité de l'action. Cette double exigence est à juste titre considérée, tant par les milieux spécialisés que dans l'opinion publique, comme une condition essentielle de la lisibilité, de la crédibilité et de l'efficacité de l'intervention pénale auprès des mineurs.

Par ailleurs, l'étude sur laquelle se fonde le présent rapport a permis d'identifier des besoins d'amélioration dans les domaines de la formation du personnel, de l'organisation du travail ainsi que de la communication et de la collaboration. Sur ce dernier point, en particulier, l'étude a mis en évidence la nécessité de développer la coordination et la coopération entre les multiples acteurs publics qui sont concernés par le problème de la délinquance juvénile, dans les secteurs de l'éducation, de l'action sociale, de la santé, de la police, de la justice et des institutions spécialisées.

Pour répondre à ces difficultés et à ces besoins, le Conseil d'Etat propose ci-après, sur la base des constats établis par le groupe d'étude, un plan d'action consistant en un ensemble de six mesures. Deux d'entre elles ont pour but premier de rétablir la capacité de la police et de la justice d'agir avec la célérité nécessaire dans la prise en charge des jeunes délinquants; elles permettent aussi une amélioration qualitative de cette prise en charge. Les autres mesures consistent en un programme de prévention primaire dans les écoles, en la mise en œuvre de la médiation pénale, en l'étude de la création d'un centre éducatif fermé, ainsi qu'en un projet visant à développer la communication et la collaboration interdisciplinaires.

4.1 Mesure n° 1: rétablir, à la police de sûreté, une véritable brigade des mineurs

La brigade des mineurs a été créée en 1984 avec les missions suivantes: traiter toutes les affaires où un mineur est auteur ou victime d'une infraction, ainsi que toutes les infractions à caractère sexuel; surveiller la fréquentation, par les mineurs, des établissements publics et les salons de jeu; assurer le lien avec les écoles et les institutions spécialisées.

Or, depuis 1984, le volume des affaires à traiter par la brigade des mineurs et des mœurs – c'est sa dénomination actuelle – a fortement augmenté. Cela explique que cette brigade, en dépit d'une adaptation de son effectif et du transfert d'une partie de ses tâches à la gendarmerie, a dû abandonner progressivement son activité préventive et sa présence sur le terrain, se trouvant ainsi privée d'un contact direct avec les jeunes et avec les milieux qu'ils fréquentent. Et même pour son travail d'enquête, la brigade en question ne dispose plus aujourd'hui, s'agissant de la poursuite des délits commis par des mineurs, des ressources nécessaires pour l'effectuer dans les règles de l'art et dans des délais acceptables. En effet, moins d'un quart de son effectif, soit deux inspecteurs sur neuf, est en moyenne encore affecté à cette tâche, la majeure partie de l'activité de la brigade étant désormais absorbée par l'élucidation des affaires de mœurs et d'autres affaires sensibles, tels les cas de maltraitance, les infanticides et les disparitions, ainsi que par le travail à effectuer avec les mineurs victimes de délits.

Conscient de cette situation, qui est la raison essentielle des lenteurs et des retards constatés, le commandement de la police a élaboré un nouveau concept pour l'action à mener par la police dans le domaine de la délinquance

juvénile. Ce concept comporte, comme élément principal, le rétablissement d'une véritable brigade des mineurs, conçue comme centre de compétences pour tout ce qui concerne la prévention et la poursuite des délits commis par des mineurs. Il redéfinit également le rôle de la gendarmerie dans ce domaine, en la déchargeant d'une partie de son travail d'enquête au profit d'une présence plus marquée sur la voie publique et d'un contact accru avec les jeunes. Il prévoit enfin une collaboration plus étroite de la police avec les autres organisations concernées par la problématique des jeunes en difficulté, en particulier avec les écoles.

La future brigade des mineurs sera constituée d'agents spécialisés, choisis et formés pour travailler avec des adolescents et des enfants. Elle mènera elle-même l'enquête dans toutes les affaires d'une certaine ampleur ou gravité, et coordonnera les enquêtes qui continueront à être effectuées par des gendarmes. Sur le plan de l'action préventive, la brigade des mineurs reprendra son travail spécifique de surveillance et de contact direct avec les jeunes dans les lieux à risques, notamment dans les établissements publics et lors de rassemblements importants. Enfin, elle assurera une permanence, ce qui lui permettra de répondre à la demande des juges et des organes de protection de la jeunesse de pouvoir faire intervenir en tout temps, dans les situations de plus en plus nombreuses qui le requièrent, un policier spécialisé dans la prise en charge de délinquants mineurs.

La mesure proposée consiste en la division de l'actuelle brigade des mineurs et des mœurs en deux brigades, dont l'une s'occupera désormais exclusivement de la prévention et de la poursuite des délits commis par des mineurs, et l'autre de la poursuite des délits contre l'intégrité sexuelle ainsi que de la prise en charge des mineurs victimes de tels délits. La future brigade des mineurs sera formée de neuf agents, dont deux seront repris de la brigade actuelle, tandis que la future brigade des mœurs sera formée des autres agents de la brigade actuelle.

Cette mesure comporte dès lors l'engagement de sept inspecteurs ou inspectrices, ainsi qu'une adaptation correspondante du décret du 16 mai 1991 fixant l'effectif des agents de la police cantonale.

4.2 Mesure n° 2: informer et sensibiliser élèves, enseignants et parents

L'étude a démontré le besoin, exprimé tant par les responsables des écoles que par les représentants de la police, de développer l'action préventive dans les écoles primaires et les écoles du cycle d'orientation. Il s'agit, plus précisément, de compléter le travail de prévention primaire qui est déjà effectué par l'école dans le cadre de sa mission d'éducation générale, par un programme d'information et de sensibilisation spécifiquement axé sur les problèmes liés aux incivilités, à la violence et aux actes délictueux.

Ce programme d'information et de sensibilisation, élaboré conjointement par l'école et la police, portera sur des thèmes tels que les normes légales et les conséquences de leur non-respect, les comportements à adopter pour prévenir les actes de violence, les mesures à prendre face à de tels actes, etc. Il permettra de répondre, en fonction de l'actualité, aux questions et préoccupations des élèves et des enseignants.

Ce programme comprendra une première intervention dans les classes primaires, en principe en 6^e année, puis

des interventions destinées aux écoles du cycle d'orientation lors des unités d'information générale, des journées thématiques ou en réponse à des événements particuliers. Ces interventions, conçues et planifiées en étroite collaboration avec les services de l'enseignement obligatoire, trouveront leur place dans le cadre du concept d'Éducation générale, notamment comme illustration des aspects liés au bien-vivre ensemble, au respect dû à chacun et au juste exercice des droits et devoirs individuels et collectifs. Le cas échéant, ces interventions prendront un caractère plus ciblé; elles compléteront alors le travail des personnes chargées de traiter les situations de déviance caractérisée.

Cette mesure nécessite l'octroi d'un crédit annuel de 150 000 francs.

4.3 Mesure n° 3: accélérer le suivi judiciaire des délits

L'évolution du nombre et de la nature des délits commis par des adolescents et des enfants, ainsi que la difficulté des situations dans lesquelles se trouvent de plus en plus de jeunes délinquants, ont généré un fort accroissement de la charge de travail de la Chambre pénale des mineurs. Grâce à une adaptation progressive des ressources et à un effort soutenu des juges et de leurs collaborateurs, cet accroissement a plus ou moins pu être maîtrisé. Néanmoins, la surcharge qui en a résulté a entraîné une nette détérioration des délais de suivi des délits. Or, comme le relève la Chambre pénale des mineurs, «si on tarde à sanctionner, le délinquant ne comprend pas et la mesure perd sa valeur éducative. Cela donne un sentiment d'impunité qui fait que ces jeunes récidivent.» La réaction de l'autorité doit être rapide «aussi pour ne pas dévaloriser la victime, qui revoit ses agresseurs dans la rue, et pour ne pas aggraver le sentiment d'insécurité».¹

S'agissant donc de remédier à la surcharge constatée et de revenir ainsi à plus de célérité dans le suivi judiciaire des délits, l'étude a démontré que la mesure la plus urgente consistait en un renforcement du secrétariat de la Chambre pénale des mineurs. En effet, la mise en place progressive, de 2000 à 2002, d'un deuxième poste de juge de langue française n'a pas pu s'accompagner, pour des raisons budgétaires, de celle d'un poste de secrétaire. Cette situation a entraîné, au fur et à mesure que la charge de travail augmentait, un double dysfonctionnement: d'une part, le juge en question et son greffier doivent consacrer une partie de leur temps à des travaux de secrétariat, au détriment de leurs tâches propres; d'autre part, les deux secrétaires de la Chambre pénale des mineurs – leur effectif n'a pas varié depuis vingt-cinq ans – n'arrivent plus à faire face au volume de travail et accumulent les retards. Or, de l'avis des juges eux-mêmes, ce sont ces retards, davantage que leur propre charge de travail, qui freinent le suivi judiciaire des délits.

La mesure proposée pour accélérer ce suivi consiste dès lors en la création d'un troisième poste de secrétaire auprès de la Chambre pénale des mineurs.²

¹ In: Rapport du Tribunal cantonal pour l'exercice 2001, p. 19.

² Le présent rapport ne traite pas de la question de l'introduction d'une procédure accélérée en cas de flagrant délit. Cette question fera l'objet d'un rapport distinct, suite à la prise en considération du postulat Jacques Morand concernant l'institution d'un tribunal des flagrants délits.

4.4 Mesure n° 4: mettre en place un organe de médiation pénale

Le Grand Conseil a adopté en 2001, dans le cadre d'une révision partielle de la loi sur la juridiction pénale des mineurs, la disposition suivante sur la médiation: «Le juge peut recourir à un médiateur pénal à tout stade de la procédure, de l'instruction, du jugement ou de l'exécution.» Une disposition analogue figure dans la loi fédérale régissant la condition pénale des mineurs, qui a été adoptée le 20 juin dernier et devrait prochainement entrer en vigueur.

La médiation pénale est une procédure extrajudiciaire permettant à la victime et à l'auteur d'un délit de négocier librement, avec le concours d'un tiers impartial, un accord sur la réparation du tort qui a été causé. Elle constitue, par la valorisation du lien social qu'elle comporte, une alternative intéressante aux sanctions punitives. Elle a aussi pour effet, lorsqu'elle aboutit, de décharger le juge pénal.

Un groupe de travail a été chargé de mettre en œuvre cette procédure de médiation. Il en a précisé les modalités dans un projet d'ordonnance, qui prévoit l'attribution de cette nouvelle tâche à un Bureau de la médiation pénale des mineurs. Ce Bureau aura à mener, selon une estimation effectuée sur la base des affaires dont la Chambre pénale des mineurs est actuellement saisie, environ 300 procédures de médiation par année. Il devra être constitué, compte tenu de la dualité des langues, de plusieurs médiateurs, pour un total de 1,5 équivalents plein-temps; ces médiateurs assureront eux-mêmes l'administration et le secrétariat du Bureau.

La mesure proposée comporte dès lors la mise en place matérielle du Bureau en question ainsi que la création de 1,5 postes de médiateur.

4.5 Mesure n° 5: étudier la création d'un centre éducatif fermé dans le canton

Le juge pénal des mineurs est de plus en plus souvent amené à prendre en charge d'urgence des jeunes délinquants et à les placer provisoirement en institution. Parmi ces jeunes, le nombre de ceux qui pour des motifs de sécurité ou en raison de graves troubles de comportement doivent être placés dans une institution de type fermé, a lui aussi augmenté.

Or, le canton de Fribourg ne dispose, pour de tels placements en milieu fermé, que de la Prison centrale. Celle-ci comprend un secteur pour les mineurs, qui est entièrement séparé des secteurs destinés aux adultes. Toutefois, elle n'offre ni encadrement éducatif, ni formation, ni la possibilité de suivre une thérapie, de sorte que les mineurs ne peuvent y être placés que pour des séjours très brefs.

Cela signifie que pour les placements provisoires de plus longue durée, qui sont la règle, le juge fribourgeois doit s'adresser à des institutions d'autres cantons. Or, ces institutions sont la plupart du temps entièrement occupées et donnent la priorité, lorsqu'une place s'y libère, aux demandes émanant des autorités de leur propre canton. Cette situation a souvent pour effet de retarder et parfois même de mettre en échec le placement dans une institution appropriée, ce qui est dommageable tant pour le mineur concerné que pour la crédibilité de l'action judiciaire.

S'agissant de remédier à cette situation, le Conseil d'Etat prévoit de charger un groupe de projet d'étudier la création d'un centre éducatif fermé dans le canton. Placé sous la responsabilité de la Direction de la santé et des affaires sociales, et réunissant des représentants de tous les secteurs concernés, ce groupe de projet aura d'abord à procéder à une analyse approfondie des besoins, prenant en compte également ceux des autorités tutélaires; il y a lieu de relever à cet égard le besoin, identifié par la commission cantonale chargée de proposer des mesures dans le domaine scolaire, de créer une structure de prise en charge globale pour les élèves présentant de très graves difficultés comportementales. Ensuite, le groupe de projet examinera l'offre de places existante et celle qui pourrait venir s'y ajouter à brève échéance, notamment dans le cadre du concordat que les cantons latins se proposent d'adopter au sujet de la détention pénale des mineurs. Enfin, se fondant sur ces analyses, le groupe procédera, dans le cadre de la planification cantonale des institutions d'éducation, à la définition des caractéristiques du centre en question et à l'élaboration d'un projet.

Cette mesure comporte l'institution d'un groupe de projet interdirectionnel et l'octroi d'un crédit de 15 000 francs pour des travaux d'analyse et de planification.

4.6 Mesure n° 6: développer la communication et la collaboration

L'étude a mis en évidence la nécessité de développer la communication et la collaboration entre les divers services et institutions qui sont concernés par l'aide à apporter aux jeunes en difficulté. Des demandes à ce sujet ont été formulées tant par les juges eux-mêmes que par les préfets, les responsables des écoles, les professionnels de l'action sociale et les communes. L'on se limite ci-après à en donner quelques exemples, illustrant le besoin de relations mieux définies et plus suivies entre les différents intervenants, dans le respect de leurs compétences respectives.

- Les juges déplorent le fait que souvent, le mineur ne rencontre le juge pénal qu'au terme d'un parcours déjà long de petite délinquance, ce qui compromet ses chances de réinsertion. Ils estiment que le mineur délinquant devrait être confronté bien plus tôt déjà à la loi et à l'autorité qui la représente, ce qui suppose une pratique mieux établie de communication notamment entre l'école et la justice pénale. Les responsables des écoles, de leur côté, demandent un suivi plus prompt des infractions signalées, ainsi qu'un retour d'information approprié de la part du juge.
- La rapide évolution des besoins a placé les maisons d'éducation dans une situation difficile, ne leur permettant pas toujours d'offrir une réponse adéquate aux demandes de la justice pénale. S'agissant de faire face à cette situation, et en particulier de favoriser une meilleure adaptation de l'offre à la demande, il convient de développer la communication et la concertation entre les juges et les responsables des institutions en question.
- Une coopération plus étroite est également souhaitée, de part et d'autre, entre la justice pénale des mineurs et les services de pédopsychiatrie. La part croissante de jeunes délinquants qui ont besoin d'une prise en charge thérapeutique pose en effet des problèmes importants, nécessitant une collaboration suivie entre

juges, médecins et responsables de structures d'accueil.

- De leur côté, les préfets, qui sont responsables de l'ordre public et de la sécurité dans le district, et dont plusieurs se sont personnellement engagés dans des actions de prévention de la violence juvénile, relèvent des déficits de communication et de collaboration au niveau des districts.

D'une manière plus générale, le groupe d'étude préconise une mise en réseau des acteurs engagés dans l'aide aux jeunes en difficulté, dans le but de permettre à ces acteurs de développer, sur un plan interprofessionnel, une vision commune et des stratégies concertées.

Pour répondre à ces constats et à ces demandes, le Conseil d'Etat prévoit de charger un groupe de travail interdirectionnel de concrétiser les mesures à prendre pour développer ainsi la communication et la collaboration, et de faire des propositions pour les mettre en œuvre.

Cette mesure requiert la participation de tous les acteurs concernés. Elle n'entraîne pas, en soi, de dépense nouvelle.

5. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES

Les mesures proposées entraîneront les conséquences financières suivantes:

5.1 Dépenses périodiques

	Fr.
Mesure n° 1: rétablir, à la police de sûreté, une véritable brigade des mineurs	
7 postes d'inspecteur (y compris un poste de chef de brigade et un poste de chef de brigade adjoint)	
Traitements, y. c. charges	685 000
Indemnités et débours	54 000
Frais de fonctionnement (locaux, IT, frais de bureau, etc):	
20 % du montant des traitements	137 000
Total	876 000
Mesure n° 2: informer et sensibiliser les élèves et les enseignants	
Crédit annuel: 150 000 fr.	150 000
Mesure n° 3: accélérer le suivi judiciaire des délits (suivi administratif)	
1 poste de secrétaire	
Traitement, y. c. charges	75 000
Frais de fonctionnement	15 000
Total	90 000
Mesure n° 4: mettre en place un organe de médiation pénale	
1,5 postes de médiateur	
Traitements, y. c. charges	195 000
Frais de fonctionnement	39 000
Total	234 000
Total des dépenses périodiques (par année)	1 350 000

5.2 Dépenses uniques

	Fr.
Mesures n° 1 – 4	
Mise en place des postes de travail (mobilier, informatique, etc.): 10 x 15 000 fr.	150 000
Véhicules de police (mesure n° 1): 2 x 35 000 fr.	70 000
Mesure n° 5: étudier la création d'un centre éducatif fermé dans le canton	
Crédit d'étude: 15 000 fr.	15 000
Total des dépenses uniques	235 000

Les dépenses liées aux mesures n°s 2 à 5 seront autant que possible inscrites dans le projet de budget de l'année

2005. Quant à l'engagement, à la police de sûreté, de 7 inspecteurs pour la brigade des mineurs (mesure n° 1), il est prévu de le répartir sur les années 2005 et 2006.

6. CONCLUSION

En conclusion, le Conseil d'Etat propose au Grand Conseil de prendre acte du présent rapport.

BOTSCHAFT Nr. 124 22. März 2004 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Postulat Nr. 212.02 Dominique Virdis Yerly** **zur Jugendkriminalität**

Wir unterbreiten Ihnen den Bericht, der aufgrund des Postulats von Grossrätin Dominique Virdis Yerly zum Thema der Jugendkriminalität erstellt wurde.

Dieser Bericht ist in folgende Kapitel unterteilt:

1. Einleitung
2. Die Jugendkriminalität im Kanton Freiburg: Zahlen und Fakten
3. Die Bekämpfung der Jugendkriminalität
4. Das Wirken von Polizei und Strafjustiz: Feststellungen und Massnahmen
5. Finanzielle Konsequenzen
6. Schluss

1. EINLEITUNG

Mit einem am 12. Juni 2002 eingereichten und gleichentags begründeten Postulat haben Grossrätin Dominique Virdis Yerly und 32 Mitunterzeichner den Staatsrat aufgefordert, die Probleme im Zusammenhang mit dem Anstieg der Jugendkriminalität zu untersuchen und Massnahmen zu deren Bekämpfung vorzuschlagen.

In seiner Antwort vom 5. November 2002 hat der Staatsrat auf die bereits getroffenen Massnahmen und auf die laufenden Studien für eine Verbesserung der Betreuung von Jugendlichen in schwierigen Situationen, insbesondere im schulischen und gesellschaftlichen Bereich, hingewiesen. Er erachtete es indessen als gerechtfertigt, diese Schritte durch eine zusätzliche Studie zu ergänzen, die sich detaillierter mit den Fragen zur Bekämpfung der Jugendkriminalität, insbesondere im Aktionsfeld von Justiz und Polizei, befasst.

Dieses Postulat ist am 12. Dezember vom Grossen Rat für erheblich erklärt worden.

Für die Erstellung des vorliegenden Berichts hat sich der Staatsrat auf die Arbeiten einer Studiengruppe, die sich aus Vertretern der Jugendstrafkammer, der Kantonspolizei, des Jugendamtes und der Konferenz der Oberamt-männer zusammensetzte, abgestützt. Diese Studiengruppe hat im Rahmen ihres Auftrages auch Gespräche mit Vertretern von Schulen, Erziehungsanstalten und der Jugendpsychiatrie geführt.

2. DIE JUGENDKRIMINALITÄT IM KANTON FREIBURG: ZAHLEN UND FAKTEN

Wie in der ganzen Schweiz und in den meisten europäischen Ländern hat die Jugendkriminalität in den vergan-

genen Jahren auch in unserem Kanton zugenommen. Gleichzeitig hat auch die Schwere dieser Delikte zugenommen. Die weiter unten aufgeführten Zahlen – die grösstenteils der Statistik der Jugendstrafkammer entstammen – bestätigen diese Entwicklung. Diese Statistiken vermitteln darüber hinaus verschiedene Informationen über die minderjährigen Straftäter.

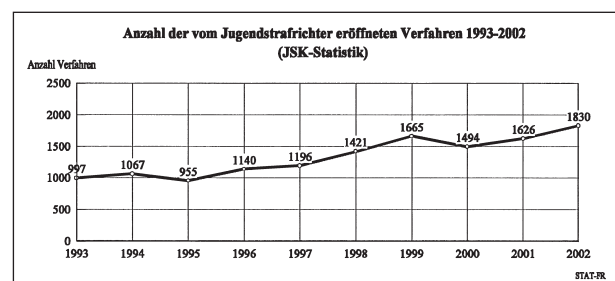
Es empfiehlt sich, einleitend auf einige Besonderheiten dieser von der Jugendstrafkammer erstellten Statistik hinzuweisen (nachstehend: JSK-Statistik).

- Diese Statistik umfasst alle Straftaten, die von Jugendlichen begangen und beim Strafrichter angezeigt wurden. Sie deckt also ein weiteres Feld ab als die Kriminalstatistik der Polizei, welche nur die wichtigsten Delikte des Schweizerischen Strafgesetzbuches enthält, nicht aber Verstösse gegen das Betäubungsmittelgesetz und das Strassenverkehrsgesetz.
- Sie erfasst sämtliche Gerichtsverfahren einschliesslich derer, welche geschlichtet werden konnten und bei denen in der Folge die Klage zurückgezogen wurde. Letzteres kommt relativ häufig vor. Unter Berücksichtigung dieser Tatsache ist diese Statistik umfassender als die Eidgenössische Statistik über Strafurteile gegen Jugendliche, welche – wie der Name sagt – nur Verfahren erfasst, in denen ein Urteil ergangen ist.
- Sie stützt sich seit über zehn Jahren praktisch auf dieselben Grundlagen, was weder bei der polizeilichen Kriminalstatistik, deren Grundlagen 1995 modifiziert wurden, noch bei der Statistik über Strafurteile gegen Jugendliche, deren Grundlagen im Jahre 1999 abgeändert worden sind, zutrifft.

Ausserdem ist darauf hinzuweisen, dass diese Statistiken und die Zahlen, die daraus entnommen werden, kein genaues Abbild der tatsächlichen Kriminalität wiedergeben, denn sie beziehen sich nicht auf die verübten Straftaten, sondern auf diejenigen, die angezeigt worden sind. Mit Ausnahme von gewissen schwerwiegenden Taten hängt aber die Anzahl und die Art der angezeigten Straftaten stark von der Reaktion der betroffenen Personen oder Unternehmen und nicht zuletzt auch von der Intensität der polizeilichen Aktivität ab.

2.1 Die Jugendkriminalität hat zugenommen

Im Verlauf der letzten zehn Jahre ist die Zahl der vom Jugendrichter eröffneten Strafverfahren gegen Jugendliche von 997 Fällen im Jahr 1993 auf 1830 im Jahr 2002 angewachsen. Dies entspricht einer Zunahme von 82 %.



Diese Entwicklung muss allerdings etwas relativiert werden, wenn man berücksichtigt, dass die Wohnbevölkerung in der gleichen Periode 1993–2002 um 11 % zugenommen hat.

2.2 Die Jugendkriminalität hat sich verschärft

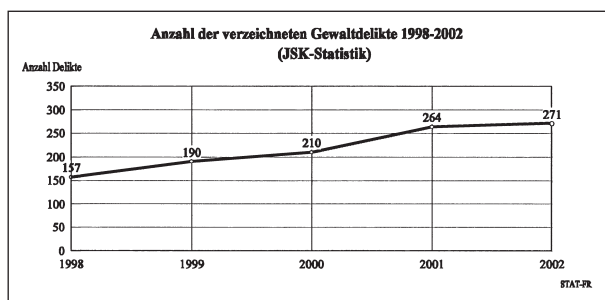
Um die Entwicklung bezüglich des Schweregrades der Straftaten zu messen, wurden die folgenden Indikatoren ausgewählt:

- Anzahl und Anteil der Gewaltdelikte. In erster Linie handelt es sich um folgende Straftaten: Körperverletzungen, Handgreiflichkeiten, Schlägereien, Aggressionen, Bandendiebstähle, Erpressungen; Drohungen, Nötigungen, sexuelle Nötigungen; Gewalt gegen Behörden und Beamte.
- Anzahl und Dauer der vom Untersuchungsrichter angeordneten Zwangsmassnahmen (Sicherheitsverwahrung und provisorische Einweisung). Dieser Indikator ergänzt den vorstehenden in dem Sinne, als die Massnahmen, um die es hier geht, nicht nur Aufschluss geben über die Schwere des Verstoffes, sondern auch über die schwierige Lage, in der sich der betroffene Minderjährige befindet.

2.2.1 Gewaltdelikte

In der Schweiz hat sich die Zahl der Gewaltdelikte zwischen 1989 und 1998 verdreifacht. Danach hat sich diese Zahl stabilisiert und beträgt heute 11 % aller erfassten Straftaten.

In den 80er-Jahren waren solche Delikte im Kanton Freiburg noch sehr selten. Zwischen 1989 und 1998 hat aber eine Zunahme in ähnlicher Grössenordnung stattgefunden, wie sie auf gesamtschweizerischer Ebene festgestellt wurde. Seither ist die Zahl in einem geringeren Ausmass weiter angewachsen, und zwar von 157 Fällen im Jahr 1998 auf 271 Fälle im Jahr 2002 (+ 73 %). In Bezug auf die Gesamtzahl der erfassten Straftaten beträgt sie heute 13 %, wenn man dieselben Bemessungsgrundlagen verwendet wie für die Schweizerische Statistik der Gerichtsurteile.



1

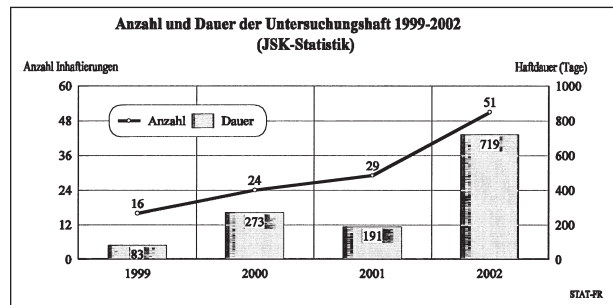
Zwar haben die Gewaltdelikte in den letzten fünfzehn Jahren somit stark zugenommen, doch ist darauf hinzuweisen, dass es sich bei einem grossen Teil um Fälle handelt, die in strafrechtlicher Hinsicht nicht als schwerwiegend qualifiziert werden. Beim grössten Teil der Straftaten handelt es sich nämlich um Vergehen wie einfache Körperverletzung (21 % aller Gewaltdelikte im Jahr 2002), Handgreiflichkeiten (23 %) oder Drohungen (26 %).

¹ Diese Statistik wurde von der Jugendstrafkammer für den vorliegenden Bericht erstellt. Die hier angegebenen Zahlen sind vollständiger als jene, die im Jahresbericht dieser Behörde figurieren.

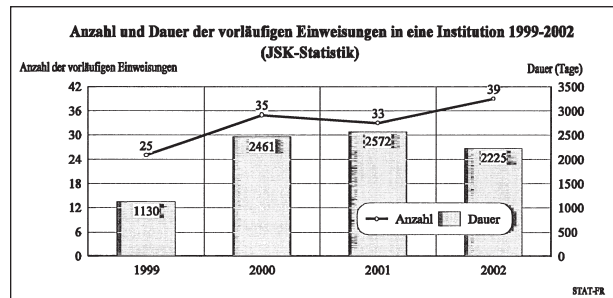
2.2.2 Zwangsmassnahmen

Die Anzahl und die Dauer der Inhaftierungen (Untersuchungshaft) und der provisorischen Einweisungen, welche seit 1999 statistisch erfasst werden, haben sich in unserem Kanton wie folgt entwickelt:

- Untersuchungshaft: Die Anzahl Inhaftierungen ist von 16 Fällen im Jahre 1999 auf 51 Fälle im Jahre 2002 angestiegen. Die durchschnittliche Dauer der Haft betrug 1999 noch 5 Tage und im Jahr 2002 bereits 14 Tage.



- Vorläufige Einweisungen in eine Institution: Die Zahl der Einweisungen ist von 25 im Jahr 1999 auf 39 im Jahr 2002 angestiegen. Die durchschnittliche Dauer erhöhte sich von 45 auf 57 Tage. Hinzu kommt, dass die vorläufige Einweisung nicht immer angeordnet werden konnte, weil in den dafür geeigneten Institutionen Platzmangel herrschte.



Dieser starke Anstieg bei den Zwangsmassnahmen bedeutet nicht nur, dass die Schwere der Delikte zunimmt. Er weist auch auf die wachsenden Schwierigkeiten hin, in denen sich die betroffenen Jugendlichen und Kinder befinden. Diese jungen Menschen haben oftmals, wie es das Jugendamt ausdrückt, erhebliche Schwierigkeiten mit ihrer Familie, in der Schule oder Ausbildung, mit den sozialen Normen und mit sich selbst.²

2.3 Angaben zu den jugendlichen Straftätern

Im Verlauf der vergangenen zehn Jahre hat sich die Zahl der Kinder und Jugendlichen, gegen die der Jugendrichter ein- oder mehrmals ein Verfahren eröffnen musste, von 863 im Jahr 1993 auf 1257 im Jahr 2002 erhöht. Dies entspricht einem Zuwachs von 46 %.

² In: Rechenschaftsbericht des Staatsrates für das Jahr 2002, Gesundheits- und Sozialfürsorgedirektion, S. 48.

Von diesen 1257 jungen Menschen, gegen die im Jahr 2002 ein Verfahren eingeleitet wurde, waren 946 (75 %) Jugendliche im Alter zwischen 15 und 18 Jahren und 311 (25 %) Kinder zwischen 7 und 14 Jahren.

Die 946 Jugendlichen, die im Jahr 2002 Gegenstand eines Gerichtsverfahrens bildeten, entsprechen 10,5 % ihrer Altersgruppe, deren Zahl sich auf 9010 belief.¹ Was die 311 Kinder anbelangt, so entsprachen diese einem Anteil von 2,0 % in Bezug auf ihre Altersgruppe von Kindern zwischen 10 und 14 Jahren,² deren Zahl bei 15 570 lag.³

Ausserdem liessen sich diese 1257 jungen Straftäter im Jahre 2002 den folgenden Kriterien zuordnen:

• Geschlecht:	Knaben	1068	(85 %)
	Mädchen	189	(15 %)
• Wohnort:	Freiburg & Umgebung ³	299	(24 %)
	Bezirke	837	(66 %)
	Andere Kantone	109	(9 %)
	Ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	12	(1 %)
• Nationalität:	Schweizer	812	(65 %)
	Ausländer	445	(35 %)

2.4 «Mehrfachwiederholungstäter»

In der öffentlichen Diskussion ist oft die Rede von «Mehrfachwiederholungstätern» (frz.: *multirécidivistes*). Gemeint sind damit diejenigen jungen Straftäter, die die Polizei und die Justiz «das ganze Jahr über beschäftigen» und gegenüber denen die Einführung von schärferen Massnahmen gefordert wird.

Für diese Gruppe von Straftätern wurde deshalb eine Statistik erstellt, welche alle Minderjährigen erfasst, die mehr als zweimal beim Richter angezeigt wurden, davon mindestens einmal innerhalb der letzten achtzehn Monaten (November 2001 bis Mai 2003).

Gemäss dieser Statistik haben 148 Jugendliche mehr als zweimal Anlass zu einer Strafverfolgung gegeben, 98 davon mehr als dreimal und 75 mehr als viermal. Unter den letztgenannten, von denen gesagt werden kann, dass sie Polizei und Justiz regelmässig beschäftigen, findet man sowohl Jugendliche, welche eher harmlose Verstösse begehen (Konsum von Betäubungsmitteln, Sprayereien) als auch Straftäter, die Bandendiebstähle oder andere schwere Delikte begehen. Darunter finden sich auch regelrechte «Bandenführer», die oftmals schwere Verhaltensstörungen aufweisen, keinerlei Respekt gegenüber Autoritätspersonen zeigen und einen verhängnisvollen Einfluss auf Junge in ihrer Umgebung ausüben.

3. DIE BEKÄMPFUNG DER JUGENDKRIMINALITÄT

Gegen die Jugendkriminalität vorzugehen bedeutet in erster Linie, soweit wie möglich deren Ursachen zu bekämpfen. Doch es heisst auch, auf die Kriminalität als solche zu reagieren.

¹ Gemäss Angaben des Amtes für Statistik (geschätzte Zahlen).

² In dieser Berechnung wurden die Kinder zwischen 7 und 10 Jahren, bei denen die Delinquenz praktisch vernachlässigbar ist, nicht berücksichtigt.

³ Gemeinden Freiburg, Givisiez, Granges-Paccot, Marly und Villars-sur-Glâne.

1. Man ist sich im Allgemeinen darüber einig, dass die Ursachen für Jugendkriminalität vielfältig sind und es die Anhäufung und die Wechselbeziehungen dieser Ursachen sind, welche das Auftreten von strafbaren Handlungen begünstigen. Unter den Ursachen, die im gesellschaftlichen Umfeld des Kindes oder Jugendlichen zu orten sind, sind nach Meinung der Experten hauptsächlich die Folgenden zu erwähnen:

- Familiäre Schwierigkeiten, namentlich Mängel in der Erziehung sowie Gewaltsituationen.
- Negative Schulerfahrungen.
- Früh auftretende Arbeitslosigkeit, verbunden mit einem Mangel an Perspektiven und einem sich daraus ergebenden Abgleiten in die Armut.
- Integrationsschwierigkeiten aufgrund kultureller Unterschiede.
- Einfluss der Konsumgesellschaft mit der Versuchung, sich mit allen Mitteln Prestigegegenstände und Gadgets zu verschaffen.
- Verharmlosung von Gewalt in Fernsehsendungen und Videospiele.
- Ganz allgemein eine Abschwächung der gesellschaftlichen Normen und der Reaktion auf allfällige Verletzungen dieser Normen.⁴

Die Ursachen der Jugendkriminalität sind ein Spiegelbild unserer gesellschaftlichen Probleme. Bei der Bekämpfung dieser Ursachen ist eine Vielzahl von Akteuren – sowohl Private wie der Staat – beteiligt, und es sind in politischer Hinsicht zahlreiche Bereiche betroffen. Unter diesen Akteuren ist der Kanton insbesondere aufgerufen, seine Aufgaben in den Bereichen Familienpolitik, Erziehung und Bildung, Kinder- und Jugendschutz sowie bei der Integration von Ausländern wahrzunehmen.

2. In seinen Regierungsrichtlinien für die Jahre 2002 bis 2006 hat der Staatsrat die Notwendigkeit eines verstärkten Einsatzes des Kantons in den vorerwähnten Bereichen hervorgehoben. Für die laufende Legislaturperiode hat er unter anderem folgende vorrangigen Ziele definiert:

- Förderung einer harmonischen Entwicklung der Jugend
- Definierung und Umsetzung einer umfassenden Familienpolitik
- Förderung der Ausländerintegration.

Zahlreiche Schritte wurden unternommen, um diese Ziele zu konkretisieren und zu realisieren. Wir beschränken uns an dieser Stelle darauf, drei grössere Projekte zu erwähnen, welche speziell den Jugendschutz betreffen:

- Der Entwurf zu einem Jugendgesetz, welches eine eigentliche Jugendpolitik definieren und eine Grundlage sowie einen gemeinsamen Rahmen für alle Aktivitäten zur Förderung und zum Schutz der Kinder und Jugendlichen im Kanton schaffen soll.
- Das Vorhaben zur Professionalisierung der Vormundschaftsbehörden (Friedensgerichte), die sich

⁴ Für eine vertiefte Analyse: Fortin J., Comment un adolescent devient délinquant. In: Riklin F. (éd.), Jugendliche, die uns Angst machen: Was bringt das Jugendstrafrecht? Verlag Caritas, Luzern 2003, S. 22–31.

in zunehmendem Masse mit Minderjährigen zu befassen haben.

- Die Untersuchung über Schüler mit Schwierigkeiten und über mögliche Hilfeleistungen an diese Schüler, welche die Überlegungen und Erfahrungen auf diesem Gebiet zusammenfasst und ein Aktionsprogramm vorschlägt.
3. In diesen Kontext des Jugendschutzes sind auch die Massnahmen zu stellen, welche der Kanton direkt gegen die Jugendkriminalität unternimmt. Dies gilt nicht nur für den präventiven Teil dieser Massnahmen, sondern auch für den repressiven Teil, wobei daran zu erinnern ist, dass das Jugendstrafrecht in erster Linie dem Schutz, der Erziehung und der Sozialisierung dienen soll.

Beim Vorgehen gegen die Jugendkriminalität kommt der Polizei und der Strafjustiz eine wesentliche Rolle zu. Von dieser Rolle handelt im Speziellen der vorliegende Bericht, indem er die Schwierigkeiten aufzeigt, mit denen Polizei und Strafjustiz in diesem Bereich zu kämpfen haben, und indem er Massnahmen zur Verbesserung vorschlägt.

4. DAS WIRKEN VON POLIZEI UND STRAFJUSTIZ: FESTSTELLUNGEN UND MASSNAHMEN

Die hauptsächliche Schwierigkeit auf diesem Gebiet besteht darin, dass es an Mitteln fehlt. In der Tat haben die Zunahme der Delikte und deren Verschärfung sowie neue Anforderungen an die Verfahren in den letzten Jahren zu einem wachsenden Missverhältnis zwischen der Arbeitsbelastung und den vorhandenen Mitteln geführt. Was die Sicherheitspolizei angeht, so haben die der Jugendbrigade für die Verfolgung von jungen Delinquenten zugestanden Mittel sogar abgenommen, da ein immer grösserer Teil der Arbeit der Jugendbrigade den Minderjährigen gewidmet werden musste, die einer Straftat zum Opfer gefallen sind.

Auch wenn die mit der Bekämpfung der Jugendkriminalität befassten Behörden nicht als einzige unter einem Mangel an verfügbaren Mitteln zu leiden haben, sind doch die Verzögerungen und Verspätungen in diesem Bereich besonders Besorgnis erregend. Denn bei der Betreuung von jugendlichen Straftätern ist ein unverzügliches und kontinuierliches Handeln von grösster Bedeutung. Diese doppelte Anforderung wird zu Recht sowohl von den Fachleuten wie auch von der öffentlichen Meinung als wesentliche Voraussetzung für die Verständlichkeit, Glaubwürdigkeit und Wirksamkeit des Jugendstrafrechts angesehen.

Des Weiteren hat die Untersuchung, auf die sich dieser Bericht abstützt, einen Verbesserungsbedarf in den Bereichen Personalausbildung, Arbeitsorganisation wie auch bezüglich Kommunikation und Zusammenarbeit festgestellt. Was insbesondere diesen letzten Punkt betrifft, so wurde die Notwendigkeit hervorgehoben, die Koordination und Zusammenarbeit zwischen den zahlreichen öffentlichen Akteuren, die sich mit Jugendkriminalität befassen, zu verstärken, und zwar in den Bereichen der Erziehung, Fürsorge, Gesundheit, Polizei, Justiz sowie der spezialisierten Einrichtungen.

Um auf diese Schwierigkeiten und Bedürfnisse zu reagieren, unterbreitet der Staatsrat aufgrund der Feststel-

lungen der Studiengruppe im Folgenden einen Aktionsplan mit sechs Massnahmen. Zwei dieser Massnahmen sollen dazu beitragen, dass Polizei und Justiz bei der Betreuung von jungen Straftätern wieder mit der gebotenen Raschheit vorgehen können, wodurch auch die Qualität der Betreuung verbessert wird. Bei den anderen Massnahmen geht es um die Umsetzung eines Präventionsprogramms in den Schulen, die Einführung der Mediation im Strafverfahren, eine Studie im Hinblick auf die Schaffung eines geschlossenen Erziehungszentrums und schliesslich um ein Projekt zur Förderung der interdisziplinären Kommunikation und Zusammenarbeit.

4.1 Massnahme Nr. 1: Wiederherstellung einer eigentlichen Jugendbrigade innerhalb der Sicherheitspolizei

Die Jugendbrigade wurde 1984 mit folgenden Aufgaben ins Leben gerufen: Behandlung aller Fälle, in denen ein Minderjähriger Täter oder Opfer einer Straftat ist sowie aller Vergehen sexueller Natur; Überwachung der Präsenz von Minderjährigen in öffentlichen Gaststätten und Spielsalons; Kontaktpflege mit den Schulen und den spezialisierten Einrichtungen.

Seit 1984 hat indes der Umfang der von der Jugend- und Sittenbrigade – so lautet die heutige Bezeichnung – zu erfüllenden Aufgaben stark zugenommen. Dies erklärt, dass diese Brigade trotz einer Anpassung des Personalbestands und einer Verlagerung eines Teils ihrer Aufgaben zur Gendarmerie ihre Präventionstätigkeit und ihre Präsenz vor Ort nach und nach aufgeben musste. Dadurch ging der direkte Kontakt mit den Jugendlichen und mit den von ihnen frequentierten Orten verloren. Heute verfügt die Brigade nicht einmal mehr über die erforderlichen Mittel, um die Ermittlungen bei der Verfolgung von jungen Straftätern fachgerecht und in annehmbaren Fristen durchzuführen. Im Durchschnitt ist derzeit nur noch weniger als ein Viertel der Mitarbeiter, nämlich lediglich zwei von neun Inspektoren, mit dieser Aufgabe befasst. Der Grossteil der Aktivitäten der Brigade wird heute durch die Aufklärung von Sittlichkeitsdelikten sowie anderen heiklen Fällen wie Misshandlungen, Kindstötungen und Suchen nach Vermissten sowie durch die Betreuung von minderjährigen Opfern vom Straftaten absorbiert.

Das Polizeikommando ist sich dieser Situation, die den Hauptgrund für die festgestellten Verzögerungen bildet, bewusst und hat deshalb ein neues Konzept für die polizeilichen Tätigkeiten im Bereich der Jugendkriminalität erstellt. Dieses Konzept enthält als wesentliches Element die Wiederherstellung einer eigentlichen Jugendbrigade, verstanden als Kompetenzzentrum für alles, was die Prävention und die Strafverfolgung im Bereich der Jugendkriminalität anbelangt. Es definiert auch die Rolle neu, welche die Gendarmerie auf diesem Gebiet zu spielen hat: Sie wird von einem Teil der Ermittlungsarbeit entlastet und kann somit eine stärkere Präsenz im öffentlichen Raum markieren und einen intensiveren Kontakt mit den jungen Menschen pflegen. Schliesslich sieht das Konzept eine engere Zusammenarbeit zwischen der Polizei und anderen Organisationen vor, die mit jungen Menschen in schwierigen Situationen zu tun haben, insbesondere mit den Schulen.

Die künftige Jugendbrigade wird aus spezialisierten Beamten zusammengesetzt sein, die für die Arbeit mit Jugendlichen und Kindern ausgesucht und ausgebildet

werden. In wichtigen Fällen wird sie die Ermittlungen selbst durchführen, und in den anderen Fällen wird sie für die Koordination der durch die Gendarmerie durchgeführten Ermittlungen zuständig sein. Was den Bereich der Prävention betrifft, so wird die Jugendbrigade wieder vermehrt ihre spezifischen Aufgaben wahrnehmen, wie die Beaufsichtigung und die Kontaktpflege mit jenen Jugendlichen, die sich an risikoträchtigen Orten wie z.B. in öffentliche Gaststätten oder bei grossen Menschenansammlungen zusammenfinden. Zudem wird sie einen Bereitschaftsdienst gewährleisten, um dem Bedürfnis der Gerichte und der Institutionen für den Schutz junger Menschen zu entsprechen, die immer häufiger für die Betreuung minderjähriger Straftäter auf den Beistand eines spezialisierten Polizeibeamten angewiesen sind.

Die hier vorgeschlagene Massnahme beinhaltet eine Aufteilung der Jugend- und Sittenbrigade in zwei Brigaden. Erstere wird sich inskünftig ausschliesslich mit der Prävention und der Verfolgung der von Minderjährigen begangenen Straftaten befassen, während die zweite Brigade für die Verfolgung von Straftaten gegen die sexuelle Integrität sowie für die Betreuung der Opfer solcher Straftaten zuständig sein wird. Die künftige Jugendbrigade wird aus neun Beamten zusammengesetzt sein; zwei davon werden von der aktuellen Brigade übernommen. Die restlichen Beamten werden die künftige Sittenbrigade bilden.

Diese Massnahme erfordert die Anstellung von sieben Inspektoren oder Inspektorinnen sowie eine Anpassung des Dekrets vom 16. Mai 1991, welches den Bestand der Kantonspolizei festlegt.

4.2 Massnahme Nr. 2: Information und Sensibilisierung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrpersonen und der Eltern

Die Studie hat gezeigt, dass sowohl bei den Schulverantwortlichen wie auch bei den Polizeivertretern ein Bedürfnis nach einer Erweiterung der präventiven Aktion in den Primarschulen und Orientierungsschulen besteht. Es geht insbesondere um eine Ergänzung der primären Präventionsarbeit der Schule, die diese im Rahmen ihres Auftrags der allgemeinen Erziehung erfüllt, in Form eines Informations- und Sensibilisierungsprogramms, das speziell Probleme rund um Verhaltensauffälligkeiten, Gewalt und strafbaren Handlungen behandelt.

Dieses Informations- und Sensibilisierungsprogramm, das Schule und Polizei gemeinsam erarbeiten, umfasst Themen wie gesetzliche Vorschriften und Folgen ihres Nichteinhaltens, Verhaltensweisen zur Prävention von Gewaltakten, Massnahmen gegen diese Akte usw. Es kann damit auch – mit Bezug auf aktuelles Geschehen – auf Fragen und Anliegen der Schülerinnen und Schüler, Lehrpersonen, Schulverantwortlichen und Eltern eingegangen werden.

Zu diesem Programm gehört eine erste Intervention in den Primarklassen, in der Regel im 6. Schuljahr, dann solche in den Orientierungsschulen im Rahmen der allgemeinen Information, von Thementagen oder bei speziellem Anlass. Diese in enger Zusammenarbeit mit den Ämtern für obligatorischen Unterricht organisierten Interventionen können im Rahmen des Konzepts der allgemeinen Erziehung erfolgen, insbesondere als Illustration der Aspekte des guten Zusammenlebens, des gebührenden Respekts voreinander, der korrekten Aus-

übung der Rechte und Pflichten durch Einzelpersonen und Kollektive. Gegebenenfalls können diese Interventionen auch gezielter ausfallen; sie ergänzen dann die Arbeit der Handlungsverantwortlichen in Fällen deutlich regelwidrigen Verhaltens.

Diese Massnahme erfordert die Gewährung eines Kredits von jährlich 150 000 Franken.

4.3 Massnahmen Nr. 3: Beschleunigung des Strafverfahrens

Die Zunahme der Zahl und der Schwere der von Jugendlichen und Kindern begangenen Straftaten sowie die schwierigen Lebenssituationen, in denen sich mehr und mehr junge Delinquenten befinden, haben zu einer starken Zunahme der Arbeitsbelastung der Jugendstrafkammer geführt. Dank einer allmählichen Anpassung der Mittel und dank dem Einsatz der Richter und ihrer Mitarbeiter konnte diese Mehrbelastung bisher einigermaßen bewältigt werden. Dennoch hat die kontinuierliche Überlastung zu einer klaren Verschlechterung in Bezug auf die Dauer der Strafverfolgung geführt. Die Jugendstrafkammer führt hierzu aus: «Wird die Bestrafung hinausgezögert, so wird sie vom Straftäter nicht verstanden, und die Massnahme verliert ihren pädagogischen Wert. Dies verleiht ein Gefühl von Straffreiheit und führt dazu, dass diese Jugendlichen rückfällig werden.» Die Strafbehörde muss schnell reagieren, «nicht zuletzt, um die Opfer nicht herabzusetzen, die dem Täter auf der Strasse von neuem begegnen, und ihm ihr Gefühl der Unsicherheit nicht zu verstärken».¹

Wie die Studie aufgezeigt hat, besteht die dringendste Massnahme zur Linderung der Arbeitsüberlastung und zur Wiederherstellung eines rascheren Verfahrensablaufs in einer Verstärkung des Sekretariats der Jugendstrafkammer.²

Bei der schrittweisen Einführung einer zweiten Stelle für einen französischsprachigen Richter in den Jahren 2000 bis 2002 musste nämlich aus Budgetgründen auf die Schaffung einer entsprechenden, zusätzlichen Sekretariatsstelle verzichtet werden. Diese Situation hat mit der Zunahme der Arbeitslast allmählich zu einer doppelten Funktionsstörung geführt: Einerseits müssen besagter Richter und sein Gerichtsschreiber einen Teil ihrer Arbeitszeit – zulasten ihrer eigentlichen Aufgaben – für Sekretariatsarbeiten einsetzen, und andererseits können die beiden Sekretärinnen der Jugendstrafkammer – deren Bestand seit 25 Jahren unverändert geblieben ist – ihr Arbeitsvolumen nicht mehr bewältigen, was zu immer grösseren Pendenzen führt. Nach Ansicht der Richter sind es diese Verzögerungen, und nicht in erster Linie ihre eigene Arbeitsüberlastung, die die Strafverfolgung bremsen.

Die vorgeschlagene Massnahme zur Beschleunigung des Strafverfahrens besteht somit in der Schaffung einer dritten Sekretariatsstelle bei der Jugendstrafkammer.

¹ In: Jahresbericht 2001 des Kantonsgerichts, S. 39.

² Dieser Bericht befasst sich nicht mit der Frage der Einführung eines beschleunigten Verfahrens für Delinquenten, die *in flagranti* angehalten wurden. Diese Frage wird in einem separaten Bericht, im Zusammenhang mit dem Postulat Jacques Morand betreffend Einführung von Gerichten für Schnellverfahren behandelt werden.

4.4 Massnahme Nr. 4: Schaffung einer Stelle für Mediation im Strafverfahren

Im Jahre 2001 hat der Grosse Rat im Rahmen einer Teilrevision des Gesetzes über die Jugendstrafrechtspflege folgende Bestimmung verabschiedet: «Der Richter kann in jedem Stand des Verfahrens, der Untersuchung, des Urteils oder der Vollstreckung einen Mediator in Strafsachen beziehen.» Eine vergleichbare Bestimmung findet sich im Bundesgesetz über das Jugendstrafrecht, das am 20. Juni vergangenen Jahres verabschiedet wurde und demnächst in Kraft treten wird.

Die Mediation in Strafsachen ist ein aussergerichtliches Verfahren, welches es dem Opfer und dem Täter ermöglicht, ohne Druck und unter Beizug eines unparteiischen Dritten über eine Wiedergutmachung des zugefügten Unrechts zu verhandeln. Sie stellt, mit ihrer stärkeren Betonung des sozialen Bezugs, eine interessante Alternative zu den Strafmassnahmen dar. Des Weiteren trägt sie auch zur Entlastung des Strafrichters bei.

Eine Arbeitsgruppe wurde beauftragt, dieses Mediationsverfahren umzusetzen. Sie hat die entsprechenden Einzelheiten in einem Verordnungsentwurf dargelegt, der diese neue Aufgabe einem Büro für Mediation in Jugendstrafsachen überträgt. Aufgrund der Anzahl Fälle, die gegenwärtig bei der Jugendstrafkammer hängig sind, kann davon ausgegangen werden, dass dieses Büro rund 300 Mediationsverfahren pro Jahr durchzuführen haben wird. Um der Zweisprachigkeit Rechnung zu tragen, wird das Büro mehrere Mediatoren benötigen. Insgesamt sind eineinhalb Stellen vorgesehen, wobei die Mediatoren die administrativen Arbeiten und das Sekretariat selber besorgen werden.

Die vorgeschlagene Massnahme umfasst die Bereitstellung der Infrastruktur des Büros sowie die Schaffung von eineinhalb Stellen für die Mediatoren.

4.5 Massnahme Nr. 5: Studie zur Schaffung eines geschlossenen Erziehungszentrums im Kanton

Die Jugendrichter müssen immer häufiger gegenüber jugendlichen Straftätern dringliche Massnahmen einleiten und sie vorübergehend in Institutionen unterbringen. Unter diesen Jugendlichen hat die Zahl derer, die aus Sicherheitsgründen oder wegen schwerer Verhaltensstörungen in geschlossene Anstalten untergebracht werden müssen, ebenfalls zugenommen.

Für solche Unterbringungen in geschlossene Einrichtungen verfügt der Kanton Freiburg indes einzig über das Zentralgefängnis. Darin befindet sich eine Abteilung für Minderjährige, die von den Abteilungen für Erwachsene vollständig getrennt ist. In dieser Struktur kann jedoch weder eine pädagogische Betreuung, noch eine Ausbildung oder ein Therapieangebot gewährleistet werden, so dass die Jugendlichen jeweils nur für eine kurze Zeitdauer dort untergebracht werden können.

Dies hat zur Folge, dass für provisorische Verwahrungen von längerer Dauer, welche die Regel sind, der Freiburger Richter an Institutionen in anderen Kantonen gelangen muss. Doch diese Institutionen sind meistens voll belegt und behandeln, wenn ein Platz frei wird, Anfragen aus ihrem eigenen Kanton prioritär. Diese Situation führt oft dazu, dass eine Unterbringung in eine geeignete Einrichtung verzögert oder gar verunmöglicht wird, was letztlich sowohl den betroffenen Jugendlichen wie auch der Glaubwürdigkeit der Justiz zum Nachteil gereicht.

Um dieser Situation abzuweichen, sieht der Staatsrat vor, eine Projektgruppe mit der Studie für die Schaffung einer geschlossenen Erziehungsinstitution im Kanton zu betrauen. Diese Projektgruppe, die der Gesundheits- und Sozialfürsorgedirektion unterstellt wird und in welcher Vertreter aller betroffenen Bereiche mitarbeiten, wird zunächst eine vertiefte Bedarfsanalyse durchführen müssen, wobei auch die Bedürfnisse der Vormundschaftsbehörden mit einzubeziehen sind; in diesem Zusammenhang sei erwähnt, dass die kantonale Kommission, die mit der Erarbeitung von Vorschlägen für Massnahmen im schulischen Bereich betraut ist, ein Bedürfnis für die Schaffung einer umfassenden Betreuungsstruktur für Schüler mit sehr schweren Verhaltensstörungen festgestellt hat. Danach wird die Projektgruppe das bestehende Platzangebot untersuchen sowie dasjenige, das unter anderem aufgrund des vorgeschlagenen neuen Konkordates der lateinischen Kantone für den Strafvollzug bei Jugendlichen kurzfristig entstehen könnte. Gestützt auf diese Analysen wird die Projektgruppe schliesslich, im Rahmen der kantonalen Planung für Erziehungsinstitutionen, die wesentlichen Merkmale des fraglichen Zentrums definieren und ein entsprechendes Projekt erarbeiten.

Diese Massnahme beinhaltet die Schaffung einer interdirektionalen Projektgruppe und die Bewilligung eines Kredits von 15 000 Franken für Erhebungen und Planungsarbeiten.

4.6 Massnahme Nr. 6: Verbesserungen in den Bereichen Kommunikation und Zusammenarbeit

Die Studie hat aufgezeigt, dass die Kommunikation und die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Ämtern und Einrichtungen, die mit der Betreuung von jungen Menschen in schwierigen Lagen befasst sind, verbessert werden muss. Entsprechende Begehren wurden nicht nur von den Richtern selbst, sondern auch von den Oberamt-männern, den Schulverantwortlichen sowie den Fachleuten im Sozialbereich und den Gemeinden formuliert. Im Folgenden beschränken wir uns auf einige Beispiele, welche das Bedürfnis nach einer besser abgestimmten und umgesetzten Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Akteuren, unter Wahrung ihrer jeweiligen Kompetenzen, illustrieren sollen.

- Die Richter bemängeln, dass ihr erster Kontakt mit den Jugendlichen oft erst nach einer langen «Karriere» in der Kleinkriminalität erfolgt, was deren Eingliederungschancen schmälert. Sie sind der Ansicht, dass der minderjährige Straftäter viel früher mit dem Gesetz und den Strafbehörden konfrontiert werden müsste. Doch dies setzt eine bessere Kommunikation, insbesondere zwischen Schule und Strafjustiz voraus. Die Schulverantwortlichen ihrerseits wünschen einen rascheren Ablauf bei der Strafverfolgung nach einer Anzeige und einen angemessenen Informationsrücklauf von Seiten der Richter.
- Die rasante Zunahme der Bedürfnisse hat die Erziehungsheime in eine schwierige Lage versetzt. Oftmals ist es ihnen unmöglich, den Anfragen der Strafjustiz Folge zu leisten. Um diese Probleme in den Griff zu bekommen, insbesondere durch eine Anpassung der Nachfrage an das Angebot, sollte die Kommunikation und die Zusammenarbeit zwischen den Gerichten und den Verantwortlichen der betreffenden Institutionen verbessert werden.

- Eine intensivere Zusammenarbeit befürworten auch die Vertreter von Jugendstrafjustiz und Jugendpsychiatrie. Durch die wachsende Anzahl straffälliger Jugendlicher, die einer Therapie bedürfen, entstehen immer grössere Probleme, deren Bewältigung nur mit Hilfe einer engen Zusammenarbeit zwischen den Gerichten, der Ärzteschaft und den Vertretern der Empfangsstrukturen möglich ist.
- Die Oberamtmänner, die in ihren Bezirken für die Wahrung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung verantwortlich sind, und die sich zum Teil persönlich für Präventionsmassnahmen im Bereich der Gewalt unter Jugendlichen eingesetzt haben, weisen ihrerseits auf Defizite bei der Kommunikation und Zusammenarbeit auf der Ebene der Bezirke hin.

Ganz allgemein empfiehlt die Arbeitsgruppe eine Vernetzung der mit jungen Menschen in schwierigen Situationen arbeitenden Akteure, mit dem Ziel, eine fachübergreifende gemeinsame Vision und aufeinander abgestimmte Strategien zu entwickeln.

Um auf diese Feststellungen und Wünsche einzugehen, schlägt der Staatsrat vor, eine interdirektionale Arbeitsgruppe mit der Ausarbeitung von Massnahmen zur Verbesserung der Kommunikation und Zusammenarbeit sowie von Vorschlägen zu deren konkreten Umsetzung zu beauftragen.

Diese Massnahme erfordert die Mitwirkung aller an der Problematik beteiligten Akteure. Sie zieht, als solche, keine neuen Ausgaben.

5. FINANZIELLE KONSEQUENZEN

Die hier vorgeschlagenen Massnahmen wirken sich in finanzieller Hinsicht wie folgt aus:

5.1 Wiederkehrende Ausgaben

	<u>Fr.</u>
Massnahme Nr. 1: Wiederherstellung einer eigentlichen Jugendbrigade innerhalb der Sicherheitspolizei	
<i>7 Inspektorenstellen</i> (inkl. eine Stelle für einen Brigadechef und eine Stelle für dessen Stellvertreter)	
Löhne, inkl. Nebenkosten	685 000
Entschädigungen und Auslagen	54 000
Betriebskosten (Räumlichkeiten, IT, Bürokosten usw.): 20 % der Lohnkosten	137 000
Total	876 000
Massnahme Nr.2: Information und Sensibilisierung der Schülerinnen und Schüler, der Lehrpersonen und der Eltern	
Jährlicher Kredit von 150 000 Franken	150 000
Massnahme Nr. 3: Beschleunigung des Strafverfahrens <i>1 Sekretariatsstelle</i>	
Lohn, inkl. Nebenkosten	75 000
Betriebskosten	15 000
Total	90 000
Massnahme Nr. 4 Schaffung eines Büros für Mediation im Strafverfahren <i>1/2 Stellen für Mediatoren</i>	
Löhne, inkl. Nebenkosten	195 000
Betriebskosten	39 000
Total	234 000
Total wiederkehrende Ausgaben (pro Jahr)	1 350 000

5.2 Einmalige Ausgaben

	<u>Fr.</u>
Massnahmen Nr. 1–4	
Bereitstellung von Arbeitsplätzen (Mobilier, Informatik usw.): 10 x 15 000 Fr.	150 000
Polizeifahrzeuge (Massnahme Nr. 1): 2 x 35 000 Fr.	70 000
Studie zur Schaffung eines geschlossenen Erziehungszentrums im Kanton	
Kredit: 15 000 Fr.	15 000
Total einmalige Ausgaben	235 000

Die Kredite für die Massnahmen Nr. 2 bis 5 werden soweit möglich in den Entwurf zum Voranschlag für das Jahr 2005 aufgenommen werden. Was die Anstellung der sieben Inspektoren für die Jugendbrigade anbelangt, ist vorgesehen, sie auf die Jahre 2005 und 2006 zu verteilen.

6. SCHLUSS

Der Staatsrat beantragt dem Grossen Rat, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.